

s'applique pas en économie moderne, et c'est pourquoi notre pays connaît le pire dans l'une et l'autre sphère. Le chômage et l'inflation, qui règnent simultanément au pays, sont montés l'un et l'autre à un niveau inacceptable et en conséquence des mêmes politiques. Je dis que le gouvernement a consciemment suscité ces résultats. Quelques mots seulement suffiront à le prouver.

Comme on l'a fait observer, le programme des travaux d'hiver a été supprimé sous prétexte qu'il prêtait à des abus. A ma connaissance, aucun comité de la Chambre n'a étudié la question, aucun rapport n'a été publié, aucun témoignage n'a été entendu et aucun renseignement n'a été fourni à la Chambre, aux municipalités ou au peuple canadien. A vrai dire, nous ignorons si ce programme a prêté à des abus, et si oui, dans quelle mesure et de quelle manière. Le Parlement, le pays ou même les municipalités concernées n'ont pas reçu la moindre information. On annonça tout à coup que ce programme était supprimé parce qu'il prêtait à des abus, mais on n'en a proposé aucun autre pour le remplacer.

A mon avis, aucune autre décision du gouvernement ne démontre autant que celle-ci son manque absolu d'intérêt à l'égard du problème du chômage durant les mois d'hiver. J'aimerais savoir jusqu'à quel point on a abusé du programme. Je puis penser à une ou deux manières dont on aurait pu le faire. Cependant, rien ne me prouve—comme rien ne prouve à la Chambre ou aux Canadiens—qu'on a abusé de ce programme et que le gouvernement était justifié de faire augmenter le chômage dans les centres urbains du pays en le supprimant tout à fait.

On nous a dit que c'est le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui détient la solution de rechange au programme des travaux d'hiver. Le ministre en cause (M. MacEachen) est parmi nous, et je le défie de prendre la parole au cours du débat et de nous dire quelle mesure, fût-ce la plus insignifiante, son ministère a prise pour freiner la croissance du chômage au Canada. J'affirme, monsieur l'Orateur, que son ministère n'a rien fait pour remédier à la situation. De fait, si l'on en croit un article paru récemment dans un journal, les subventions destinées à la formation professionnelle et au recyclage de la main-d'œuvre viennent d'être réduites de plusieurs millions de dollars et ne représentent plus qu'un montant minime. Aucun programme de formation ne peut régler le problème du chômage au Canada.

[M. Lewis.]

Baucoup de chômeurs n'ont ni l'instruction ni les aptitudes voulues pour tirer profit des programmes de formation. Environ 24 p. 100 des chômeurs, en décembre, étaient sans emploi depuis quatre mois et ne pouvaient bénéficier des programmes de formation. Il va de soi que ces programmes règlent un certain nombre de cas et offrent des débouchés à certains chômeurs, mais il est tout aussi évident que déclarer que ces programmes constituent la solution au problème du chômage, c'est tromper les gens de propos délibéré ou, simplement, ne pas savoir de quoi l'on parle.

Le gouvernement a délibérément augmenté le chômage au pays, monsieur l'Orateur, en diminuant ses investissements. J'évoquerais une théorie générale qui ne ralliera peut-être pas tous les membres du parti conservateur. Ce n'est pas au moment où le chômage est élevé qu'il faut réduire les dépenses du gouvernement. C'est précisément là qu'il faut tenter de les maintenir ou même de les augmenter, surtout si elles peuvent l'être dans des domaines qui influent sur l'économie.

On a déposé aujourd'hui un rapport sur le logement. Je ne veux pas en aborder le contenu, mais il révèle un besoin urgent de construction domiciliaire. A parcourir le pays et à parler dans les universités, on se rend compte que les installations destinées aux étudiants sont criminellement insuffisantes. Les locaux, les possibilités et les installations de recherche sont insuffisants. Même le nombre de livres dans nos bibliothèques est insuffisant. Il est extrêmement urgent d'augmenter les dépenses pour la construction ou l'expansion des universités et des collèges. Dans ce domaine de la construction, le gouvernement aurait pu cet hiver ramener le taux croissant du chômage au chiffre de 3 p. 100 ou moins qui, d'après le Conseil économique du Canada, est le maximum tolérable.

Si le gouvernement avait assez d'imagination pour affecter des sommes importantes à la construction de maisons et d'installations éducatives partout au pays, il remédierait d'une façon très immédiate et pratique au problème du chômage.

● (4.20 p.m.)

Au lieu de cela, on a diminué les dépenses publiques et majoré les impôts, portant ainsi atteinte aux travailleurs ordinaires du pays. A mon avis, ce manque de compréhension des théories économiques modernes, ce refus pur